

Anarchie et Communisme

Carlo Cafiero

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Anarchie et Communisme.

Résumé du discours prononcé par le comp. Cafiero
au Congrès de la Fédération Jurassienne.

Au congrès, tenu à Paris par la région du Centre, un orateur qui s'est distingué par son acharnement contre les anarchistes, disait : « Communisme et anarchie hurlent de se trouver ensemble. »

Un autre orateur qui parlait aussi contre les anarchistes, mais avec moins de violence, s'est écrié, en parlant d'égalité économique : « Comment la liberté peut-elle être violée, lorsque l'égalité existe ! »

Eh bien ! je pense que les deux orateurs avaient tort.

On peut parfaitement avoir l'égalité économique, sans avoir la moindre liberté. Certaines communautés religieuses en sont une preuve vivante, puisque la plus complète égalité y existe en même temps que le despotisme. La complète égalité, car le chef s'habille du même drap et mange à la même table que les autres ; il ne se distingue d'eux que par le droit de commander qu'il possède. Et les partisans de « l'État populaire » ? S'ils ne rencontraient pas d'obstacles de toute sorte, je suis sûr qu'ils finiraient par réaliser la parfaite égalité, mais, en même temps aussi le plus parfait despotisme, car, ne l'oublions pas, le despotisme de leur État serait égal au despotisme de l'État actuel, augmenté du despotisme économique de tous les capitaux qui passeraient aux mains de l'État, et le tout serait multiplié par toute la centralisation nécessaire à

ce nouvel État. Et c'est pour cela que nous, les anarchistes, amis de la liberté, nous nous proposons de les combattre à outrance.

Ainsi, contrairement à ce qui a été dit, on a parfaitement raison de craindre pour la liberté, lors même que l'égalité existe ; tandis qu'il ne peut y avoir aucune crainte pour l'égalité là où existe la vraie liberté, c'est-à-dire l'anarchie.

Enfin, anarchie et communisme, loin de hurler de se trouver ensemble, hurleraient de ne pas se trouver ensemble, car ces deux termes : synonymes de liberté et d'égalité, sont les deux termes nécessaires et indivisibles de la Révolution.

Notre idéal révolutionnaire est très simple, on le voit : il se compose, comme celui de tous nos devanciers, de ces deux termes : liberté et égalité. Seulement il y a une petite différence.

Instruits par les escamotages que les réactionnaires de toute sorte et de tout temps ont faits de la liberté et de l'égalité, nous nous sommes avisés de mettre, à côté de ces deux termes, l'expression de leur valeur exacte. Ces deux monnaies précieuses ont été si souvent falsifiées, que nous tenons enfin à en connaître et à en mesurer la valeur exacte.

Nous plaçons donc, à côté de ces deux termes : liberté et égalité, deux équivalents dont la signification nette ne peut pas prêter à l'équivoque, et nous disons : « Nous voulons la Liberté, c'est-à-dire l'Anarchie, et l'Égalité, c'est-à-dire le Communisme. »

Anarchie, aujourd'hui, c'est l'attaque ; c'est la guerre à toute autorité, à tout pouvoir, à tout État. Dans la société future, l'Anarchie sera la défense, l'empêchement apporté au rétablissement de toute autorité, de tout pouvoir, de tout État : pleine et

complète liberté de l'individu qui, librement et poussé seulement par ses besoins, par ses goûts et ses sympathies, se réunit à d'autres individus dans le groupe ou dans l'association ; libre développement de l'association qui se fédère avec d'autres dans la commune ou dans le quartier ; libre développement des communes qui se fédèrent dans la région — et ainsi de suite : les régions dans la nation ; des nations dans l'humanité.

Le Communisme, la question qui nous occupe plus spécialement aujourd'hui, est le second point de notre idéal révolutionnaire.

Le Communisme actuellement, c'est encore l'attaque ; ce n'est pas la destruction de l'autorité, mais c'est la prise de possession, au nom de toute l'humanité, de toute la richesse existant sur le globe. Dans la société future, le communisme sera la jouissance de toute la richesse existante, par tous les hommes et selon le principe : De chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins, c'est-à-dire : De chacun et à chacun suivant sa volonté.

Il faut cependant remarquer, — et ceci surtout en réponse à nos adversaires, les communistes-autoritaires ou Étatistes — que la prise de possession et la jouissance de toute la richesse existante doivent être, selon nous, le fait du peuple lui-même. Le peuple, l'humanité, n'étant pas des individus capables de saisir la richesse et la tenir dans leurs deux mains, on a voulu en conclure, il est vrai, qu'il faut, pour cette raison, instituer toute une classe de dirigeants : de représentants et de dépositaires de la richesse commune. Mais nous ne partageons pas cet avis. Pas d'intermédiaires, pas de représentants qui finissent toujours par ne représenter qu'eux-mêmes ! pas de modérateurs de l'égalité, pas davantage de modérateurs de la liberté ! Pas de nouveau gouverne-

ment, pas de nouvel État, dût-il se dire populaire ou démocrate, révolutionnaire ou provisoire.

La richesse commune étant disséminée sur toute la terre, tout en appartenant de droit à l'humanité entière, ceux donc qui se trouvent à la portée de cette richesse et en mesure de l'utiliser, l'utiliseront en commun. Les gens de tel pays utiliseront la terre, les machines, les ateliers, les maisons, etc., du pays et ils s'en serviront tous en commun. Partie de l'humanité, ils exerceront ici, de fait et directement, leur droit sur une part de la richesse humaine. Mais si un habitant de Pékin venait dans ce pays, il se trouverait dans les mêmes droits que les autres ; il jouirait, en commun avec les autres, de toute la richesse du pays, de la même façon qu'il l'eût fait à Pékin.

Il s'est donc bien trompé, cet orateur qui a dénoncé les anarchistes comme voulant constituer la propriété des corporations. La belle affaire que l'on ferait, si l'on détruisait l'État pour le remplacer par une multitude de petits États ! tuer le monstre à une tête pour entretenir le monstre à mille têtes !

Non ; nous l'avons dit, et nous ne cesserons de le répéter : point d'entremetteurs, point de courtiers et d'obligeants serviteurs qui finissent toujours par devenir les vrais maîtres : nous voulons que toute la richesse existante soit prise directement par le peuple lui-même, qu'elle soit gardée par ses mains puissantes, et qu'il décide lui-même de la meilleure manière d'en jouir, soit pour la production, soit pour la consommation.

Mais on nous demande : le Communisme est-il applicable ? Aurons-nous assez de produits pour laisser à chacun le droit d'en

prendre à sa volonté, sans réclamer des individus plus de travail qu'ils ne voudront en donner ?

Nous répondons : oui. Certainement, on pourra appliquer ce principe : De chacun et à chacun suivant sa volonté, parce que, dans la société future, la production sera si abondante qu'il n'y aura nul besoin de limiter la consommation, ni de réclamer des hommes plus d'ouvrage qu'ils ne pourront ou ne voudront en donner.

Cette immense augmentation de production, dont on ne saurait même aujourd'hui se faire une juste idée, peut se deviner par l'examen des causes qui la provoqueront. Ces causes peuvent se réduire à trois principales :

1 L'harmonie de la coopération dans les diverses branches de l'activité humaine, substituée à la lutte actuelle qui se traduit dans la concurrence ;

2 L'introduction sur une immense échelle des machines de toutes sortes ;

3 L'économie considérable des forces du travail, des instruments de travail et des matières premières, réalisée par la suppression de la production nuisible ou inutile.

La concurrence, la lutte, est un des principes fondamentaux de la production capitaliste qui a pour devise : Mors tua vita mea ; ta mort est ma vie. La ruine de l'un fait la fortune de l'autre. Et cette lutte acharnée se fait de nation à nation, de région à région, d'individu à individu, entre travailleurs aussi bien qu'entre capitalistes. C'est une guerre au couteau, un combat sous toutes les formes : corps à corps, par bandes, par escouades,

par régiments, par corps d'armée. Un ouvrier trouve de l'ouvrage où un autre en perd ; une industrie ou plusieurs industries prospèrent lorsque telles ou telles industries périclitent.

Eh bien, imaginez-vous, lorsque, dans la société future, ce principe individualiste de la production capitaliste, chacun pour soi et contre tous, et tous contre chacun, sera remplacé par le vrai principe de la sociabilité humaine : chacun pour tous et tous pour chacun, — quel immense changement n'obtiendra-t-on pas dans les résultats de la production ? Imaginez-vous quelle sera l'augmentation de la production, lorsque chaque homme, loin d'avoir à lutter contre tous les autres, sera aidé par eux, quand il les aura, non plus comme ennemis, mais comme coopérateurs. Si le travail collectif de dix hommes atteint des résultats absolument impossibles pour un homme isolé, combien grands seront les résultats obtenus par la grande coopération de tous les hommes qui, aujourd'hui, travaillent hostilement les uns contre les autres ?

Et les machines ? L'apparition de ces puissants auxiliaires du travail, si grande qu'elle nous paraisse aujourd'hui, n'est que très minime en comparaison de ce qu'elle sera dans la société à venir.

La machine a contre elle, aujourd'hui, souvent l'ignorance du capitaliste, mais plus souvent encore son intérêt. Combien de machines restent inappliquées uniquement parce quelles ne rapportent pas un bénéfice immédiat au capitaliste ? Est-ce qu'une compagnie houillère, par exemple, ira se mettre en frais pour sauvegarder les intérêts des ouvriers et construira de coûteux appareils pour descendre les mineurs dans les puits ? Est-ce que la municipalité introduira une machine pour casser les pierres, lorsque ce travail lui fournit le moyen de faire à bon marché de

l'aumône aux affamés ? Que de découvertes, que d'applications de la science restent lettre morte, uniquement parce qu'elles ne rapporteraient pas assez au capitaliste !

Le travailleur lui-même est aujourd'hui l'ennemi des machines, et ceci avec raison, puisqu'elles sont vis-à-vis de lui le monstre qui vient le chasser de l'usine, l'affamer, le dégrader, le torturer, l'écraser. Et quel immense intérêt il aura, au contraire, à en augmenter le nombre lorsqu'il ne sera plus au service des machines, et que les machines, au contraire, elles-mêmes seront à son service, l'aidant et travaillant pour son bien-être !

Enfin, il faut tenir compte de l'immense économie qui sera faite sur les trois éléments du travail : la force, les instruments et la matière, qui sont horriblement gaspillés aujourd'hui, puisqu'on les emploie à la production de choses absolument inutiles, quand elles ne sont pas nuisibles à l'humanité.

Combien de travailleurs, combien de matières et combien d'instruments de travail ne sont-ils pas employés aujourd'hui par l'armée de terre et de mer, pour construire les navires, les forteresses, les canons et tous ces arsenaux d'armes offensives et défensives ! Combien de ces forces sont usées à produire des objets de luxe qui ne servent qu'à satisfaire des besoins de vanité et de corruption !

Et lorsque toute cette force, toutes ces matières, tous ces instruments de travail seront employés à l'industrie, à la production d'objets qui eux-mêmes serviront à produire, — quelle prodigieuse augmentation de la production ne verrons-nous pas surgir !

Oui, le communisme est applicable ! On pourra bien laisser à chacun prendre à volonté ce dont il aura besoin, puisqu'il y en aura assez pour tous. On n'aura plus besoin de demander plus de travail que chacun n'en voudra donner, parce qu'il y aura toujours assez de produits pour le lendemain.

Et c'est grâce à cette abondance que le travail perdra le caractère ignoble de l'asservissement, en lui laissant seulement le charme d'un besoin moral et physique, comme celui d'étudier, de vivre avec la nature.

Ce n'est pas tout d'affirmer que le communisme est chose possible : nous pouvons affirmer qu'il est nécessaire. Non seulement, on peut être communiste ; il faut l'être sous peine de manquer le but de la révolution.

En effet, après la mise en commun des instruments de travail et des matières premières, si nous conservions l'appropriation individuelle des produits du travail, nous nous trouverions forcés de conserver la monnaie, partant, une accumulation de richesses plus ou moins grande, selon plus ou moins de mérite, ou plutôt d'adresse, des individus. L'égalité aura ainsi disparu, puisque celui qui parviendra à posséder plus de richesses, se sera déjà élevé par cela même au-dessus du niveau des autres. Il ne restera plus qu'un pas à faire pour que les contre-révolutionnaires rétablissent le droit d'héritage. Et en effet, j'ai entendu un socialiste de renom, soi-disant révolutionnaire, qui soutenait l'attribution individuelle des produits, finir par déclarer qu'il ne verrait pas d'inconvénients à ce que la société admît la transmission de ces produits en héritage : la chose selon lui, ne porterait pas à conséquence. Pour nous qui connaissons de près les résultats auxquels la société en est arrivée avec cette accumulation des richesses et

leur transmission par héritage, il ne peut pas y avoir de doute à ce sujet.

Mais l'attribution individuelle des produits rétablirait non seulement l'inégalité parmi les hommes, elle rétablirait encore l'inégalité entre les différents genres de travail. Nous verrions reparaître immédiatement le travail « propre » et le travail « malpropre », le travail « noble » et le travail « ignoble » : le premier serait fait par les plus riches, le second serait l'attribution des plus pauvres. Alors ce ne serait plus la vocation et le goût personnel qui détermineraient l'homme à s'adonner à tel genre d'activité plutôt qu'à un autre : ce serait l'intérêt, l'espoir de gagner davantage dans telle profession. Ainsi renaîtront la paresse et la diligence, le mérite et le démérite, le bien et le mal, le vice et la vertu, et, par conséquent, la « récompense » d'un côté, et la « punition » de l'autre, la loi, le juge, le sbire et la prison.

Il y a des socialistes qui persistent à soutenir cette idée de l'attribution individuelle des produits du travail en faisant valoir le sentiment de la justice.

Étrange illusion ! Avec le travail collectif, que nous impose la nécessité de produire en grand et d'appliquer sur une large échelle les machines, avec cette tendance, toujours plus grande, du travail moderne à se servir du travail des générations précédentes, — comment pourrait-on déterminer ce qui est la part du produit de l'un et la part du produit d'un autre ? C'est absolument impossible, et nos adversaires le reconnaissent si bien eux-mêmes, qu'ils finissent par dire : — « Eh bien ! nous prendrons pour base de la répartition l'heure de travail » ; mais, en même temps ils admettent eux-mêmes que ce serait injuste, puisque

trois heures du travail de Pierre peuvent souvent valoir cinq heures du travail de Paul.

Autrefois nous nous disions « collectivistes », puisque c'était le mot qui nous distinguait des individualistes et des communistes-autoritaires ; mais, au fond, nous étions tout bonnement communistes anti-autoritaires, et en nous disant « collectivistes », nous pensions exprimer par ce nom notre idée que tout doit être mis en commun, sans faire de différence entre les instruments et matières de travail et les produits du travail collectif.

Mais, un beau jour, nous avons vu surgir encore une nouvelle nuance de socialistes qui, ressuscitant les errements du passé, se mirent à philosopher, à distinguer, à différencier sur cette question, et qui finirent par se faire les apôtres de la thèse suivante :

« Il existe — disent-ils — des valeurs d'usage et des valeurs de production. Les valeurs d'usage sont celles que nous employons à satisfaire nos besoins personnels : c'est la maison que nous habitons, les vivres que nous consommons, les vêtements, les livres, etc. ; tandis que les valeurs de production sont celles dont nous nous servons pour produire : c'est l'atelier, les hangars, l'étable, les magasins, les machines et les instruments de travail de toute sorte, le sol, matières de travail, etc. Les premières valeurs qui servent à satisfaire les besoins de l'individu, — disent-ils — doivent être d'attribution individuelle, tandis que les secondes, celles qui servent à tous pour produire, doivent être d'attribution collective. »

Telle fut la nouvelle théorie économique trouvée, ou plutôt renouvelée pour le besoin.

Mais je vous demande, à vous qui donnez l'aimable titre de valeur de production au charbon qui sert à alimenter la machine, à l'huile servant pour la graisser, à l'huile qui éclaire sa marche — pourquoi le refuserez-vous au pain et, à la viande dont je me nourris, à l'huile dont j'assaisonne ma salade, au gaz qui éclaire mon travail, à tout ce qui sert à faire vivre et marcher la plus parfaite de toutes les machines, le père de toutes les machines : l'homme ?

Vous classez dans les valeurs de production la prairie et l'étable qui sert à abriter les bœufs et les chevaux et vous voulez en exclure les maisons et les jardins qui servent au plus noble de tous les animaux : l'homme ?

Où est donc votre logique ?

D'ailleurs, vous-mêmes qui vous faites les apôtres de cette théorie, vous savez parfaitement que cette démarcation n'existe pas en réalité, et que, s'il est difficile de la tracer aujourd'hui, elle disparaîtra complètement le jour où tous seront producteurs en même temps que consommateurs.

Ce n'est donc pas cette théorie — on le voit — qui aurait pu donner une force nouvelle aux partisans de l'attribution individuelle des produits du travail. Cette théorie n'a obtenu qu'un seul résultat : celui de démasquer le jeu de ces quelques socialistes qui voulaient atténuer la portée de l'idée révolutionnaire ; elle nous a ouvert les yeux et nous a montré la nécessité de nous déclarer tout carrément communistes.

Mais enfin, abordons la seule et unique objection sérieuse que nos adversaires aient avancée contre le communisme.

Tous sont d'accord que nous allons nécessairement vers le communisme, mais on nous observe qu'au commencement, les produits n'étant pas assez abondants, il faudra établir le rationnement, le partage, et que le meilleur partage des produits du travail serait celui basé sur la quantité du travail que chacun aura faite.

Àceci nous répondons que dans la société future, lors même que l'on serait obligé de faire le rationnement, on devrait rester communistes : c'est-à-dire le rationnement devrait se faire, non pas selon les mérites, mais selon les besoins.

Prenons la famille, ce modèle du petit communisme, — d'un communisme autoritaire plutôt qu'anarchiste, il est vrai, ce qui, d'ailleurs, ne change rien dans notre exemple.

Dans la famille, le père apporte, supposons cent sous par jour, l'aîné trois francs, un garçon plus jeune — quarante sous, et le gamin — seulement vingt sous par jour. Tous apportent l'argent à la mère qui tient la caisse et qui leur donne à manger. Tous apportent inégalement, mais au dîner chacun se sert à sa guise et selon son appétit ; il n'y a pas de rationnement. Mais viennent les mauvais jours, et la dèche force la mère à ne plus s'en remettre à l'appétit et au goût de chacun pour la distribution du dîner. Il faut faire un rationnement et, soit par l'initiative de la mère, soit par convention tacite de tous, les portions sont réduites. Mais voyez, cette répartition ne se fait pas suivant les mérites, car c'est le plus jeune garçon et le gamin surtout qui reçoivent la plus grosse part, et quant au morceau choisi, il est réservé pour la vieille qui ne rapporte rien du tout. Même pendant la disette, on applique dans la famille ce principe de rationnement selon les

besoins. En serait-il autrement dans la grande famille humaine de l'avenir ?

Il est évident qu'il y aurait à dire davantage sur ce sujet, si je ne le traitais pas devant des anarchistes.

On ne peut pas être anarchiste sans être communiste. En effet, la moindre idée de limitation contient déjà en elle-même les germes d'autoritarisme. Elle ne pourrait pas se manifester sans engendrer immédiatement la loi, le juge, le gendarme.

Nous devons être communistes, car c'est dans le communisme que nous réaliserons la vraie égalité. Nous devons être communistes, parce que le peuple, qui ne comprend pas les sophismes collectivistes, comprend parfaitement le communisme, comme les amis Reclus et Kropotkine l'ont déjà fait remarquer. Nous devons être communistes parce que nous sommes des anarchistes, parce que l'Anarchie et le Communisme sont les deux termes nécessaires de la Révolution.

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/Anarchie_et_Communisme. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : lire-gratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.